



Les Textes de Profession Banlieue

RENCONTRE DU 30 JUIN 2015

JUIN
2015

CHRISTINE AUBRY

MAGALI BARDOU

JEAN-NOËL CONSALÈS ET CHLOË JARENO

L'agriculture urbaine, une opportunité pour le développement local

Depuis quelques années, un foisonnement d'initiatives diverses en matière d'agriculture urbaine émerge partout dans le monde; y compris, en France, dans les territoires prioritaires de la Seine-Saint-Denis (activités maraîchères en pieds d'immeuble, jardins partagés, élevage, apiculture...). Ces projets répondent à des objectifs variés : autosuffisance alimentaire, lutte contre la pauvreté, lien social, éducation, écologie...

Ce mouvement a pris un essor remarquable avec la crise économique débutée en 2008, à partir de foyers d'expériences américaines (à Detroit) ou québécoises (à Montréal), dont les populations ont été pionnières dans la reconquête de l'espace urbain en crise, notamment par la création de potagers communautaires, en s'inspirant de pratiques de villes du Sud.

L'intérêt pour l'agriculture urbaine est-il conjoncturel, lié à un contexte de crise, ou au contraire structurel et marquant un processus inéluctable repensant les liens entre ville et nature, entre l'homme et son environnement? Les projets de renouvellement urbain tendent en tout cas à intégrer davantage la question de l'agriculture urbaine, notamment dans son versant créateur de lien social.

Cette publication, faisant suite à une Rencontre organisée sur ce thème par Profession Banlieue en juin 2015, explore en quoi l'agriculture urbaine peut contribuer à réduire les inégalités et permettre d'améliorer le cadre de vie, le vivre-ensemble, voire le développement social, en créant des emplois... autant d'objectifs au cœur même de la politique de la ville et fortement affirmés dans la loi Lamy¹ de 2014.

Pour développer la question de la multifonctionnalité de l'agriculture urbaine, Christine Aubry, ingénieure de recherche à l'Institut national de recherche agronomique (Inra), étaye son propos de diverses expériences à travers le monde. Le texte de son intervention est suivi d'éclairages venus du terrain émanant d'autres intervenants à la Rencontre et permettant également de comprendre en quoi la question de l'agriculture urbaine renvoie à de multiples enjeux, environnementaux, économiques et sociaux.

¹ Loi 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine.



Les jardins familiaux du Castellans, dans le 15^e arrondissement de Marseille : entre ville et colline.

Sources : www6.inra.fr/jassur

2

Les
Textes

Profession Banlieue
Rencontre • 2015

Sommaire

1. La multifonctionnalité de l'agriculture urbaine et périurbaine, un enjeu pour les quartiers d'habitat social	2
<i>CHRISTINE AUBRY, agronome, ingénieure de recherche à l'Inra, directrice d'une équipe de recherche dédiée aux agricultures urbaines</i>	
Petite histoire de l'agriculture urbaine	3
Trois grandes catégories d'agriculture urbaine	4
Des fonctions multiples	7
Agricultures urbaines et quartiers d'habitat social : contributions à la résilience face aux crises économiques	10
2. Plaine Commune, une collectivité engagée pour l'agriculture urbaine	16
<i>MAGALI BARDOU, chargée de mission Agenda 21, communauté d'agglomération de Plaine Commune</i>	
3. Quelles fonctions alimentaires pour les jardins collectifs dans les quartiers populaires ?	19
<i>JEAN-NOËL CONSALÈS, maître de conférences en urbanisme et aménagement, et CHLOË JARENO, ingénieure paysagiste, doctorante en convention industrielle de formation par la recherche (Cifre), université d'Aix-Marseille – Institut d'urbanisme et d'aménagement régional</i>	
ÉLÉMENTS BIBLIOGRAPHIQUES DISPONIBLES À PROFESSION BANLIEUE	21

La multifonctionnalité de l'agriculture urbaine et périurbaine, un enjeu pour les quartiers d'habitat social

CHRISTINE AUBRY, agronome, ingénieure de recherche à l'Inra, directrice d'une équipe de recherche dédiée aux agricultures urbaines

Les agricultures urbaines, dans ou à côté de la ville, partagent avec elle des ressources. Ce partage n'est cependant pas toujours très amical : l'appropriation du foncier, notamment, suscite de nombreux conflits, y compris dans les zones périurbaines² ; l'accès à l'eau, également, est souvent source d'une lutte tendue, notamment dans les pays secs, entre les besoins de la ville et les projets d'agriculture. Mais on trouve aussi des formes de partage coopératives, notamment s'agissant de la main-d'œuvre.

PETITE HISTOIRE DE L'AGRICULTURE URBAINE

Si l'agriculture urbaine est aujourd'hui dans l'air du temps, elle est loin d'être nouvelle. Dans les pays du Nord, et en particulier en France, l'agriculture urbaine s'est réduite à sa portion congrue ces cinquante dernières années ; mais elle était pratiquée auparavant depuis très longtemps, en particulier le maraîchage périurbain, voire intra-urbain.

Au milieu de XIX^e siècle, les maraîchers qui cultivaient la terre dans Paris même se déplacent progressivement vers la périphérie de la ville. Leur emprise sur le sol en périphérie se développe jusqu'au début du XX^e siècle, puis s'amoindrit progressivement en conséquence de la politique hygiéniste de la fin du XIX^e siècle. Leur production est en effet liée à la récupération des excréments des Parisiens. La mise en place des tout-à-l'égout et l'envoi des boues vers la plaine d'Achères les privent de la matière première qui leur permettait de produire. À partir de 1959, il n'y a plus de maraîchers dans Paris. Entre la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle, les maraîchers parisiens ont pourtant été à la pointe du progrès. Ils pratiquent un maraîchage de haute technicité, reconnu mondialement, et des innovations fondamentales, comme les fumures de planches ou les cultures sous cloches, entre autres. Cette capacité d'innovation considérable a d'abord été reconnue à l'étranger ; on la redécouvre aujourd'hui.

La dernière vache a quitté Paris en 1971. Un certain nombre de personnes habitant les environs de Paris ont donc eu cette expérience d'une agriculture pratiquée sur des espaces aujourd'hui remplacés par des immeubles, des gares Rer, etc.

L'agriculture urbaine a également été beaucoup pratiquée pendant les périodes de crise. À Paris, à la porte de Vanves, par exemple, pendant la Seconde Guerre mondiale, tout se cultivait ; les animaux étaient nombreux (vaches, chèvres, etc.).

À la même période, aux États-Unis, le mouvement des *War Gardens for Victory*³ se développe. *Idem* à Leningrad, où l'on incitait les ménages par voie

² Voir notamment le conflit actuel autour du projet Europacity développé par le groupe Auchan et un conglomérat chinois (Wanda) sur le site du Triangle de Gonesse, à 15 km de Paris, qui oppose un projet de complexe de loisirs et de commerces d'une taille inédite (80 ha) et des projets alternatifs, soutenant la préservation des zones agricoles et défendant la valeur ajoutée d'une telle option en termes de développement durable et de lien social.

³ Les *Victorygardens*, ou « Jardins de la victoire », ont fait partie du quotidien du front intérieur aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Canada, en Russie et en Allemagne pendant la Première et la Seconde Guerre mondiale. Jardins potagers cultivés dans des résidences privées ou dans des parcs publics, ils étaient destinés à diminuer la pression sur l'approvisionnement alimentaire provoquée par l'effort de guerre.

d'affichage, en 1942, à faire leur propre jardin afin d'avoir « des légumes à profusion ». Cela n'a pas permis d'éviter la famine, mais l'a peut-être limitée. Cette agriculture de crise, récurrente dans l'histoire, existe toujours : en Grèce actuellement, hier en Argentine, avant-hier au Rwanda...

Aux États-Unis, des « Jardins de la victoire ».

À Léninegrad, en 1942, « Faites votre propre jardin, il vous donnera des légumes à profusion ».



Sources :

- WWII Patriotic Victory Garden Poster, War Office Information, 1943. www.crazywebsite.com/Free-Galleries-01/USA_Patriotic
- in Boukhaereva L. et Marloie M., Family Urban Agriculture in Russia. Lessons and Prospects, Springer Editons, 2016.

TROIS GRANDES CATÉGORIES D'AGRICULTURE URBAINE

La forme d'agriculture urbaine la plus connue est *l'agriculture de plein champ*. En Île-de-France, qui a été et est encore une grande région agricole, fortement productive, on la trouve essentiellement en zones périurbaines où près de 50 % du territoire est agricole. Dès que l'on sort des villes s'étendent des champs de grande culture et du maraîchage. Ce sont surtout des fermes maraîchères, la plupart en circuits courts, car très liées à la ville par leurs commercialisations.

Il existe aussi *une agriculture des interstices urbains*, implantée au sol ou utilisant l'espace dans des endroits inconstructibles parce qu'inondables, traversés par des lignes à haute tension, etc. Cette agriculture tend à se développer fortement, notamment en Île-de-France, où nombre de communes ou d'agglomérations essaient de valoriser leurs espaces vacants difficilement constructibles grâce à elle.

On trouve enfin *une agriculture sur le bâti*. Là encore, c'est une vieille histoire dont les exemples sont nombreux à travers le monde, au Caire par exemple, ou à New York, haut lieu d'agriculture sur le bâti (autour de 800 hectares), où sont développés des jardins associatifs, des fermes urbaines commerciales, etc. Si elles ne sont pas nouvelles, ces formes d'utilisation du bâti sont en en plein essor au niveau mondial. On parle de *zero-acreage farming*⁴. Les Japonais par exemple développent très fortement des formes d'agriculture *indoor*⁵, au sein des bâtiments, l'extérieur représentant selon eux un danger. Il existe aussi à Singapour

⁴ « Culture sans surface ».

⁵ En intérieur – qui ne signifie pas pourtant que les cultures soient protégées de toute pollution : ce procédé rassure cependant les Japonais, dont la crainte s'est accrue depuis l'accident ayant affecté la centrale nucléaire de Fukushima, en 2011.

L'agriculture urbaine, une opportunité pour le développement local

une ferme hydroponique⁶, la Skygreens. On assiste ainsi aujourd'hui à l'explosion des formes d'agriculture *high-tech*, adaptées à des formes de densité urbaine très forte ou à des problèmes particuliers tels que ceux rencontrés par le Japon. Ces formes se développent également en Europe et en France.

Au Caire, un ingénieur cairote utilise l'espace urbain pour y installer de l'agriculture.



Source : www.tdg.ch/monde/sherif-hosny-homme-veut-verdir-caire/story/27062643

À New York, la ferme de la Brooklyn Grange.



Source : www.brooklyngrangefarm.com

⁶ Ou culture hors-sol, c'est-à-dire effectuée sur un substrat (sable, billes d'argile...) irrigué d'une solution apportant sels minéraux et nutriments essentiels à la plante.

L'agriculture urbaine, une opportunité pour le développement local

Rencontre • 2015

À Gaza, productions légumières et aquaponie sur les toits.



Source : Ruaf foundation. www.ruaf.org

À Fukushima, une production de laitue en indoor.



Source : Fukushima Ltd Company.

À Paris, potager de l'entreprise Topager® sur la terrasse de l'hôtel Pullman, près de la tour Eiffel.



Profession Banlieue

6

Les
Textes

David
Haddad

TOPAGER

DES FONCTIONS MULTIPLES

Ces agricultures urbaines ont des fonctions multiples, rendant effectivement plusieurs types de services à la ville.

La première fonction, évidente mais très variable, est la fonction alimentaire (*lire p. 19 l'intervention de Gonsalès et Jareno*). L'agriculture a ainsi pour vocation principale d'offrir des produits frais, notamment ceux qui supportent mal le transport. Dans les pays du Sud, où les infrastructures de transport font défaut ou sont en mauvais état, cette fonction est fondamentale si l'on veut manger des légumes frais ou des œufs. À titre indicatif, dans ces pays, entre 60 % et 100 % des produits frais sont produits par l'agriculture urbaine⁷. Mais cette fonction alimentaire devient également de plus en plus importante dans les pays du Nord, où le niveau d'exigence en matière de qualité et de fraîcheur est toujours plus élevé. Sans atteindre le même niveau de production que dans le Sud, elle est donc loin d'être négligeable et est amenée à se développer sur le plan qualitatif autant que quantitatif.

Les agricultures urbaines ont également des fonctions économiques et sociales, par le biais notamment de l'emploi direct et indirect qu'elles sont susceptibles de générer – nous y reviendrons.

Elles ont aussi des fonctions environnementales croissantes, liées aux questions de changement climatique : protection contre des risques naturels comme les inondations, mais aussi valorisation des déchets urbains, biodiversité, régulation thermique, régulation hydrique également, l'agriculture dans ou à côté de la ville favorisant la lutte contre les îlots de chaleur urbain.

Elles ont en outre des fonctions paysagères et de cadre de vie évidentes.

Elles ont encore des fonctions pédagogiques non négligeables. Enfants et adultes habitant en ville ont perdu le contact avec la terre, avec la manière dont la nourriture est produite. Retrouver la notion de saison, de cycle de culture, des pratiques d'élevage... est devenu fondamental (*lire p. 17 le passage de l'intervention de Magali Bardou sur le quartier du Clos-Saint-Lazare, à Stains*).

Zoom sur quelques fonctions environnementales

• La valorisation des déchets urbains

Cette fonction est évidemment historique puisque les maraîchers, nous l'avons vu, récupéraient « l'engrais humain ». Aujourd'hui, la forme a légèrement changé, l'agriculture périurbaine valorisant désormais notamment les boues de stations d'épuration des eaux usées (Step), c'est-à-dire les eaux des toilettes, de la vaisselle, etc. Cette pratique a fait l'objet de nombreux conflits, notamment en Île-de-France. Pendant plus d'un siècle en effet, les boues des Parisiens ont été épandues de façon non réglementée sur la plaine de Pierrelaye (dans le Val-d'Oise), dont les niveaux de présence de métaux lourds (plomb, mercure, arsenic, etc.) se sont par la suite révélés très élevés. En 1999, la préfecture a interdit finalement de cultiver sur la plaine de Pierrelaye à des fins alimentaires. Les maraîchers, présents sur ce site pour certains d'entre eux depuis très longtemps, ont dû être déplacés, en particulier dans le sud de l'Île-de-France. Source de nombreux conflits, le trauma-

⁷ Selon les conclusions de Dubbeling M., de Zeeuw H. et Van Veenhuizen R., *Cities Poverty and Food. Multi-stakeholder Policy and Planning in Urban Agriculture*, Practical Action Publishing (Grande-Bretagne), 2010. www.practicalactionpublishing.org

tisme fut tel que, aujourd'hui encore, lorsqu'est abordé le sujet de l'utilisation de boues avec les agriculteurs périurbains, la réaction est épidermique. Pour autant, nombre d'agriculteurs périurbains continuent d'accueillir les boues des villes, bien heureusement pour la ville autant que pour eux-mêmes, puisque ces boues contiennent beaucoup d'éléments fertilisants. La législation est cependant devenue plus stricte et oblige à des analyses systématiques; dès lors que certains seuils sont dépassés, les boues sont incinérées⁸. Des installations très étendues, comme celle du Siaap, service public de l'assainissement francilien⁹, ont un rayon d'épandage d'environ 200 kilomètres, allant jusqu'en Normandie, dans le Centre... La valorisation des déchets urbains est, en tout état de cause, une question amenée à prendre de l'ampleur dans les prochaines années.

Des pleurotes dans le marc de café

En matière de valorisation des déchets urbains, un ingénieur agronome lance en 2011 la ferme urbaine U-Farm (devenue aujourd'hui Up Cycle®), associée depuis à La Boîte à champignons : il initie une micro-ferme urbaine collectant le marc de café et l'utilisant comme nutriment pour la culture des champignons. Le projet, alors très innovant, est soutenu par la ville de Paris, non au titre de l'agriculture urbaine, qui n'était pas encore à la mode, mais au titre du mobilier urbain, la U-Farm ayant récupéré des conteneurs de bateaux réaménagés pour ses plantations. Dans de grands sacs, les « fermiers » inséminent le marc avec du mycélium de pleurotes. Une fois la production récoltée, ce marc contenant le mycélium est récupéré comme amendement organique (AgroParisTech l'a testé positivement sur son toit pour la culture de légumes). Aujourd'hui, ce que l'on nomme un « résidu de culture » représente un fertilisant apprécié, commercialisé par Up Cycle®.

Cette expérimentation est un bon exemple d'économie circulaire, qui a en outre généré 4 emplois salariés de droit commun et 10 emplois d'insertion. L'expérience a débuté avec un conteneur, au stade Louis-Lumière, dans le XX^e arrondissement de Paris. Aujourd'hui, elle est à Rungis, avec 150 m² environ de containers. Depuis 2016, elle s'est également installée sur un terrain de plus de 1 000 m² près de Saint-Nom-la-Brétèche, dans les Yvelines.

À l'avenir, d'autres déchets seront sans doute valorisés sous forme agricole. Ce type d'expérience devrait bientôt changer d'échelle pour, à terme, intéresser toute l'agriculture périurbaine et intra-urbaine à la valorisation des déchets.



⁸ En Île-de-France, selon les années, entre 30 et 40 % des boues sont incinérées, le reste allant à l'épandage dans les champs agricoles (essentiellement en Île-de-France, mais pas uniquement).

⁹ En savoir plus sur www.siaap.fr/le-siaap/missions-du-siaap/presentation/

• La biodiversité

On parle beaucoup de biodiversité aujourd'hui, notamment depuis le projet de trame verte et bleue issu du Grenelle de l'environnement¹⁰. Deux éléments importants sont à noter concernant celle-ci :

- la plupart des maraîchers périurbains en circuit court, qui commercialisent par le biais des associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (Amap) ou des marchés, ont généralement des cultures très diversifiées, cultivant souvent sur moins de 10 hectares de 50 à 130 produits différents. On parle alors de « biodiversité cultivée ». Si, en matière de gestion technique, cette diversité est difficile à mettre en œuvre, cela fait cependant de ces espaces ainsi valorisés de véritables creusets de biodiversité. D'autant plus que, au-delà du terrain de production, les maraîchers bordent souvent leurs cultures de petites haies, qui ajoutent encore à la biodiversité ;
- concernant d'autre part les jardins associatifs ou familiaux, des mesures ont démontré leur très forte biodiversité, qu'elle soit cultivée ou « sauvage », et ce quelle que soit leur taille. Aujourd'hui, ces jardins, qu'ils soient à l'intérieur ou à l'extérieur de la ville, sont considérés comme partie prenante de la trame verte en tant que hauts lieux de biodiversité.

L'agriculture urbaine, professionnelle ou non, est donc extrêmement intéressante sous l'angle de la biodiversité. Paris compte par ailleurs plus de 300 ruchers, dont les abeilles sont en bien meilleure santé que celles du reste de l'Île-de-France : elles ont en effet à disposition une extraordinaire variété de plantes, arbres et arbustes, à travers les espaces verts, les jardinières de balcons et, depuis peu, l'agriculture urbaine. Cette diversité est bien supérieure à ce qu'elles peuvent trouver dans une agriculture périurbaine francilienne très largement dominée spatialement par de grandes cultures peu diversifiées d'intérêt limité pour la plupart d'entre elles. Depuis l'instauration du « zéro phyto » dans la gestion des espaces verts parisiens, les abeilles parisiennes sont fort bien loties.

• La rétention d'eau

En matière d'absorption des eaux de pluie par les sols, on peut citer le cas de New York, ville confrontée fréquemment aux tornades et devant alors absorber des volumes d'eau importants dans un temps limité. La ville finance, à hauteur de 1,5 million de dollars par an, des fermes urbaines installées sur les toits afin que leur terre et substrats retiennent un certain temps l'eau des orages. Financer ces fermes revient en effet moins cher que l'augmentation de la taille des canalisations d'évacuation, qui demanderait des travaux d'infrastructure extrêmement coûteux et complexes.

¹⁰ La trame verte et bleue est l'un des engagements du Grenelle de l'environnement (2007). Il s'agit d'une démarche visant à maintenir et à reconstituer un réseau d'échanges pour que les espèces animales et végétales puissent circuler, s'alimenter, se reproduire, se reposer.

AGRICULTURES URBAINES ET QUARTIERS D'HABITAT SOCIAL : CONTRIBUTIONS À LA RÉSILIENCE FACE AUX CRISES ÉCONOMIQUES

Pour les quartiers d'habitat social, les agricultures urbaines, du fait de leur multifonctionnalités, peuvent répondre à de multiples enjeux.

Des fonctions alimentaires, mais aussi sociales

Historiquement, nous l'avons vu, durant les périodes de crise, les cultures agricoles urbaines ont tendance à se développer. Ce constat se vérifie aujourd'hui dans les pays d'Europe en crise, où les niveaux d'autoproduction agricole sont importants (Grèce¹¹, Portugal, Espagne...). La ville de Lisbonne, au Portugal, a mis en place un programme municipal conséquent pour installer des jardins associatifs à vocation alimentaire. Jeanne Pourias, dont la thèse a porté sur les fonctions alimentaires des jardins associatifs à Paris et à Montréal¹², est allée étudier également les jardins existant à Séville, en Espagne. Une forte proportion des jardiniers y considéraient la production alimentaire familiale comme leur permettant d'amortir la crise; mais aussi de garder un contact éducatif avec leurs enfants et d'avoir par ailleurs des contacts sociaux. Ces jardins associatifs commencent également à avoir une fonction d'apprentissage pour de futurs maraîchers. À Séville, en effet, une dizaine de maraîchers se sont réinstallés autour de la ville pour l'approvisionner à partir d'une expérience acquise dans les jardins associatifs. Une autoproduction alimentaire peut donc être un amortisseur de crise et, à ce titre, jouer un rôle réel dans les quartiers d'habitat social.

Jardins partagés à Lisbonne.



Source : Christine Aubry.

¹¹ En Grèce, les premiers jardins de type collectif datent de 2009, ils n'existaient pas avant la crise. L'expérience est donc très récente; mais elle s'étend largement.

¹² Jeanne Pourias, *Production alimentaire et pratiques culturelles en agriculture urbaine. Analyse agronomique de la fonction alimentaire des jardins associatifs urbains à Paris et Montréal*, thèse réalisée en cotutelle entre l'université du Québec à Montréal et AgroParisTech, et codirigée par Christine Aubry, Éric Duchemin et Louise Vandelac. www6.versailles-grignon.inra.fr/sadapt/Equipe-Agricultures-Urbaines/Anciens-Doctorants-et-CDD/Jeanne-Pourias

Jardins collectifs à Montréal.



Source : Jeanne Pourias, thèse de doctorat, AgroParistech/Université du Québec à Montréal.

Des circuits d'alimentation courts, favorables aux populations vulnérables ?

L'idée d'agriculture urbaine est souvent associée à celle de circuits courts alimentaires, sur le plan géographique, d'une part, les productions étant locales, mais aussi sur le plan organisationnel, les produits venant directement ou quasiment du producteur, sans passer par la chaîne des plateformes logistiques. Ce type de production peut-il convenir aux populations vulnérables habitant les quartiers d'habitat social ?

Le Programme national pour l'alimentation a réalisé un certain nombre d'études montrant la prévalence de l'obésité, notamment infantile (de l'ordre de 30 %) et des maladies liées à l'obésité dans les populations les plus vulnérables : les chips sont moins chères que les légumes, d'une part, et il faut avoir les moyens matériels de cuisiner, d'autre part. Une étude du Samu social¹³ portant sur les populations logeant dans des hôtels a mis en évidence un taux d'obésité infantile dépassant 40 %. C'est donc un problème de santé publique très important. Les circuits courts, les Amap notamment, peuvent-ils aider à améliorer l'alimentation des plus pauvres ?

Les Amap urbaines sont souvent vues comme destinées aux « bobos ». La plupart du temps, elles sont effectivement peu présentes dans les quartiers vulnérables, peut-être fondamentalement pour des questions d'obstacles culturels : s'approvisionner auprès d'une Amap signifie adhérer à une association, la faire fonctionner, être en relation avec un fermier, etc., tout un monde auquel tous n'ont pas accès. En région parisienne, la plupart des Amap sont fréquentées par des populations qui, sans être toujours économiquement très avantagées, sont en tout cas culturellement d'un niveau d'éducation supérieur.

¹³ Observatoire du Samu social de Paris, 2015 : « Enfants et familles sans logement ». www.iresp.net

Certaines initiatives se montent toutefois dans des quartiers d'habitat social. C'est le cas par exemple à Arles, avec l'association Solid'Arles, grâce à laquelle des groupements de paysans commercialisent leur production en relation avec des familles (surtout des femmes); ou encore de Croc'éthic, autour de Lyon. À Montpellier, une organisation de femmes, essentiellement d'origine africaine, a établi avec un maraîcher une relation équivalant à une Amap. Dans l'Hérault encore, des initiatives d'approvisionnement en circuit court, des banques alimentaires ou des Restaurants du Cœur ont également vu le jour, beaucoup de producteurs proches de Montpellier jetant auparavant d'importants volumes de fruits ou de légumes lorsqu'ils ne correspondaient pas aux calibres de la grande distribution. Ce travail sur la question des pertes et gaspillages alimentaires montre que la production urbaine et périurbaine pourrait fournir la population en denrées plus qu'elle ne le fait.

Des expérimentations d'autoproduction sont par ailleurs en cours depuis plusieurs années notamment à la Ferme Moultoy, à Montreuil. Cette petite ferme appartenant aux Restaurants du Cœur met en œuvre différentes techniques de culture innovantes (bacs, serres...) sur des sols potentiellement pollués. Cette expérience permet de fournir du travail localement en insertion et a également des vertus pédagogiques.

Il existe de nombreuses autres initiatives dans le secteur de l'économie sociale et solidaire, comme des liens tissés directement entre des épiceries sociales et des producteurs agricoles en périurbain.

Un nouveau marché ?

La question du public destinataire, notamment des formes d'agriculture intra-urbaine productive, est fondamentale.

On constate souvent en effet que, dans la réalité, le premier secteur concerné par ces formes d'agriculture est la gastronomie. La U-Farm, par exemple (voir page 8, « Des pleurotes dans le marc de café »), a été élue par le Collège culinaire de France en 2015 « Producteur artisan de qualité ». Des restaurants un peu huppés installent également des potagers sur leurs toits (comme *Le Terroir parisien*, dans le V^e arrondissement, qui cultive des espèces de carottes rares ou anciennes sur son toit).

D'autres formes très productives de serres sur les toits, de formes *indoor*, développées au Japon ou à Singapour, arrivent aujourd'hui en région parisienne. Ces productions sont souvent distribuées ou vendues en paniers. Mais à quel prix ? Qui sont les clients ? Ne s'agit-il pas d'une autre forme de grande distribution, mais à circuit court ? – ce qui devrait permettre de baisser les prix, mais n'est pas nécessairement le cas. Comment ces formes de production, qui demandent des investissements lourds, vont-elles continuer de se développer ? Il est encore difficile de le dire. Mais il est certain qu'une tendance à la financiarisation de l'agriculture intra-urbaine se fait jour, et que cette agriculture est de plus en plus souvent soutenue par des fonds d'investissement ou, comme au Canada, par des fonds de pension canadiens et américains.

De nouvelles organisations sont ainsi à imaginer entre agricultures intra-urbaine et périurbaine et populations vulnérables si l'on souhaite réellement que ce type d'agriculture profite également à ces dernières.

Aux États-Unis, des *foodstamps* (tickets alimentaires) sont distribués aux populations vulnérables : si le programme date de... 1939, il a connu ces dernières années une progression considérable (plus de 46 millions d'Américains concernés en 2011). Le *foodstamp* se présente sous la forme d'une carte de crédit, afin d'éviter la stigmatisation des personnes bénéficiaires lorsqu'elles effectuent leurs achats auprès d'un producteur local. Ce dispositif s'est renforcé sous la présidence de Barak Obama, une des mesures-phares, prise dit-on sous l'influence de Michelle Obama, ayant été notamment de doubler la valeur du *foodstamp* pour les achats

directs auprès d'un producteur. Or, les États-Unis développant actuellement fortement les formes d'agriculture intra-urbaine productive, une nouvelle question se pose désormais : l'usage du *foodstamp*, pour le moment cantonné aux agriculteurs périurbains, s'étendra-t-il aux fermes verticales, *indoor* ou sur les toits, dont les produits sont relativement chers ? – ce qui suppose également d'augmenter sa valeur.

La réflexion est par ailleurs intéressante du point de vue européen, où la culture agricole est toute tournée vers la politique agricole commune (Pac), c'est-à-dire l'aide directe aux exploitations (avec tous les contre-effets que cela implique). Aide aux consommateurs, comme le font les États-Unis avec le *foodstamp*, ou aide aux producteurs ? Le débat est ouvert.

Les villes doivent donc se pencher sur leurs stratégies alimentaires. Aux États-Unis et au Canada, il existe des *Food Policy Councils*, sorte de conseils alimentaires des villes définissant les stratégies alimentaires de ces dernières, notamment en fonction des populations vulnérables. Aux États-Unis, un des points d'orgue de cette politique est la lutte contre l'obésité, avec notamment le mouvement *Food Justice*¹⁴ (justice alimentaire). Ce type de politiques commence à arriver en Europe : en Écosse, la ville d'Édimbourg, par exemple, a mis en place en 2014 un plan 2014-2020 baptisé *Sustainable Food City* (nourriture urbaine durable), politique visant à favoriser l'autonomie alimentaire de la ville et reposant sur trois piliers : faciliter les liens entre producteurs et consommateurs ; installer des agricultures urbaines productives dans les espaces vacants ; créer davantage de jardins associatifs urbains.

Les fonctions économiques des agricultures urbaines

Ces agricultures peuvent-elles être sources d'emploi, local ou d'insertion, pour les populations précaires ?

Il existe bien entendu les jardins d'insertion, en particulier les Jardins de Cocagne¹⁵, qui ont près de trente ans désormais. Cependant, seules 10 % des personnes passées par les Jardins de Cocagne et ayant donc appris le métier de maraîcher trouvent effectivement du travail par la suite dans le secteur ; et bien plus souvent dans la grande distribution, au rayon fruits et légumes, plutôt que dans le maraîchage.

Pourtant, le maraîchage périurbain consomme beaucoup de main-d'œuvre. Mais les maraîchers franciliens favorables à l'embauche de chômeurs urbains sont rares (« *C'est un boulot dur, on n'a pas de temps à perdre à encadrer les gens.* ») Il est vrai que le travail est pénible et qu'il faut être formé – et qu'il n'est pas, non plus, très rémunérateur. D'autres problèmes se posent également : « *Ces femmes ont vraiment la main verte, elles sont très soigneuses, et elles apprennent vite. Mais, parfois elles n'ont pas de papiers, et c'est toujours une galère pour le transport*¹⁶, *je ne peux pas m'en occuper.*¹⁷ » Quand ce n'est pas le scepticisme,

¹⁴ Mouvement partisan de l'essor de l'agriculture urbaine. Lire notamment Flaminia Paddeu, « L'agriculture urbaine dans les quartiers défavorisés de la métropole new-yorkaise : la justice alimentaire à l'épreuve de la justice sociale », <https://vertigo.revues.org/12686>

¹⁵ Les jardins de Cocagne sont un réseau de jardins maraîchers biologiques à vocation d'insertion sociale nés en France en 1991. Ils distribuent des paniers de légumes hebdomadaires à destination de leurs adhérents.

¹⁶ Faute de réseaux de transport adaptés et ces femmes ayant rarement un véhicule propre, le maraîcher doit organiser les trajets, ce qui est loin d'être toujours possible. Il s'agirait donc d'adapter les services publics de transport afin que ces personnes aient accès à ce type d'emploi.

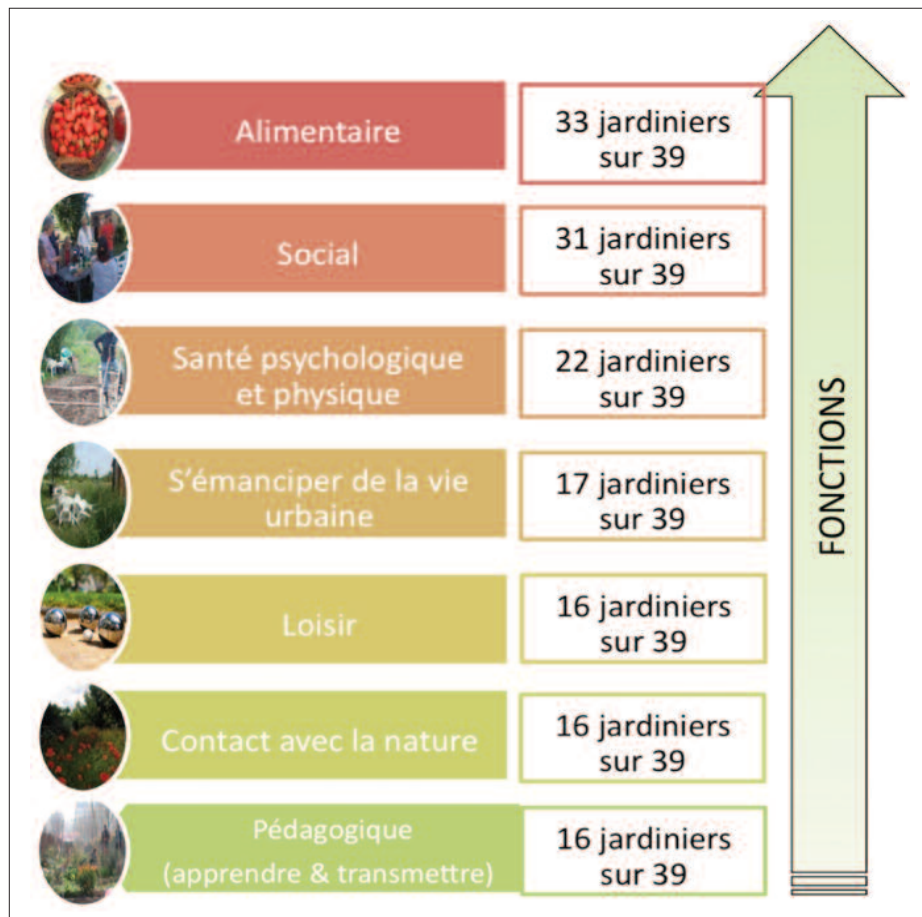
¹⁷ Interview réalisée en 2007 auprès de maraîchers et arboriculteurs franciliens. L'un d'eux qualifiait ainsi la population de femmes africaines dans la banlieue d'une ville des Yvelines.

d'autres freins interviennent donc dans la possibilité d'offrir un emploi agricole aux plus précaires.

Aux États-Unis, à Detroit, ville totalement sinistrée par la crise économique où l'agriculture urbaine s'est énormément développée, de nombreux jeunes de la communauté noire y ont trouvé un emploi. Jeanne Pourias a enquêté auprès des associations employant et formant ces jeunes. L'un de leurs membres a déclaré: « *I thought slavery was over...* » (« Je pensais que l'esclavage était terminé »); ce garçon pensait en effet que l'agriculture, dans son essence, était assimilable à l'esclavage.

L'agriculture intra-urbaine peut-elle avoir davantage de succès en termes d'emploi? C'est possible, en particulier parce qu'elle nécessite des installations plus *high-tech*, qu'elle est moins sale, moins fatigante. Dans la ville de Chicago, une ferme est installée sur 8 400 m² et emploie quarante personnes. Si l'on compare ce chiffre aux grandes cultures franciliennes (céréales, betteraves, colza) d'une surface moyenne de 137 hectares pour une seule et unique personne, c'est très important. Tous les projets d'agriculture urbaine en Île-de-France se réclament aujourd'hui de l'insertion sociale et de l'économie solidaire. La U-Farm emploie dix personnes en insertion sur 150 m² et quatre emplois permanents. C'est loin d'être négligeable! D'autant que les conditions de travail sont moins pénibles, plus propres et plus accessibles en transports. Reste néanmoins le problème récurrent de la formation agricole en Île-de-France. Ces métiers sont peu connus, mal valorisés... Les jardins associatifs urbains ont sans doute un rôle à jouer pour tenter de palier ce problème.

Jardins associatifs urbains. Des fonctions multiples reconnues par les jardiniers



Source : Jeanne Pourias, thèse de doctorat, AgroParistech/Université du Québec à Montréal.

Au-delà de tout ce qui a été évoqué précédemment, ces formes d'agriculture urbaine et périurbaine servent aussi à recréer des liens sociaux. Le sociologue grec T. Anthopoulou, de l'université d'Athènes, par exemple, considère que les jardins associatifs ne servent pas seulement d'un point de vue alimentaire ; ils permettent également, par les liens au collectif qu'ils développent, de prévenir le suicide dans un pays où il a fortement augmenté.

Enfin, ces jardins ont aussi une fonction paysagère importante dans des quartiers souvent peu accueillants.

Les formes d'agriculture urbaine en complément d'autres formes d'agriculture périurbaine ont donc potentiellement des rôles multiples importants à jouer dans les quartiers d'habitat social. Ces formes sont complémentaires ; il s'agit de trouver un équilibre entre les deux, en prenant garde que l'une ne prenne trop le pas sur l'autre. La diversité des formes et des systèmes est essentielle, comme la multifonctionnalité des espaces (production agricole, lieux sociaux, de récréation...).

En tout état de cause, des décisions politiques fortes en matière d'aménagement urbain sont donc à prendre (*voir l'intervention de Magali Bardou, page suivante, sur la politique de Plaine Commune*). Cela alors que la concurrence d'usage des espaces est forte (logements sociaux ou agriculture *indoor* dans des immeubles ou entrepôts abandonnés?) et les coûts d'investissement et de fonctionnement très divers. D'autres villes européennes, américaines ou du Sud, ont beaucoup à nous apprendre. Il serait intéressant que l'État s'y intéresse et engage une démarche, investisse, plutôt que de laisser ce champ aux fonds d'investissement.

Jusqu'à aujourd'hui, les « agriculteurs urbains » n'ont pas vraiment de statut. Après une période de flou total (durant laquelle l'équipe de recherche de l'Inra tentait, un peu seule, d'alerter les autorités), les choses commencent à bouger : la direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (Driaaf), qui représente le ministère de l'Agriculture en Île-de-France, a édité en 2016, après près de trois ans de travail en lien avec l'Inra, un guide de l'installation en agriculture urbaine¹⁸. Mais tout est loin d'être réglé, notamment concernant le statut d'agriculteur et les avantages et obligations qui l'accompagnent (adhésion à la Mutualité sociale agricole, éligibilité aux aides publiques, etc.) Néanmoins, de nombreuses initiatives soutenant les agricultures urbaines voient désormais le jour, dont par exemple, à Paris, les ParisCulteurs¹⁹, qui entrent dans leur deuxième saison cet automne, soutenus par la municipalité.

CHRISTINE AUBRY ●

¹⁸ « Mon projet d'agriculture urbaine en Île-de-France : guide des démarches réglementaires » ; consultable en ligne sur www.driaaf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr/

¹⁹ www.parisculteurs.paris

2

Plaine Commune, une collectivité engagée pour l'agriculture urbaine

MAGALI BARDOU, chargée de mission Agenda 21, communauté d'agglomération de Plaine Commune

Le territoire de Plaine Commune s'est saisi du sujet de l'agriculture urbaine relativement tôt, constatant à la fois l'émergence de nouveaux acteurs, aux profils et aux objectifs multiples mais convergents, et la montée de l'intérêt des populations pour les questions d'alimentation et de nature en ville. La préoccupation a été une première fois affirmée avec l'Agenda 21²⁰, qui structure la démarche de développement durable de l'agglomération.

Le sujet a d'abord été ouvert par la coorganisation, avec la mairie de Paris, d'une journée de réflexion sur l'agriculture urbaine à Aubervilliers, en 2013, à laquelle 150 personnes ont assisté (pour quelques dizaines d'attendues). Dans le public, nombreux sont ceux qui souhaitent poursuivre la réflexion, portant des projets très divers : de grandes cultures sur les toits comme les LufaFarms de Montréal²¹, ou des jardins plus modestes, en pied d'immeuble ; sur des friches, ou sur les toits-terrasses de petites copropriétés...

Par ailleurs, Plaine Commune souhaitait préserver ce qu'il reste de nature en ville, des espaces cultivés, toute la tradition locale des jardins ouvriers et des cultures maraîchères, ainsi que les espaces de fraîcheur, de ressourcement et de respiration au sein d'un territoire largement bétonné, traversé de routes et d'autoroutes.

Pour une agglomération comme Plaine Commune, les entrées sur cette question peuvent être multiples, puisque les aspects d'aménagement et de développement économique font partie de la réflexion.

Ce contexte a participé de la réflexion en vue de l'élaboration d'une future stratégie de soutien à l'agriculture à laquelle tous les volets des politiques de l'agglomération peuvent contribuer :

- *Le volet urbanisme*, avec la question sous-jacente du foncier et de la place laissée à l'agriculture dans le tissu urbain. Certains élus parlent de « sanctuariser » les sols cultivés jusqu'ici. Mais comment y parvenir concrètement ? Comment rédiger dans cet objectif le plan local d'urbanisme, le schéma de cohérence territoriale et les multiples règlements d'urbanisme ? Certaines villes s'obligent à conserver X % de terres dédiées à des activités agricoles ; certaines également imposent à toutes les nouvelles constructions des toitures végétalisées. Il s'agit donc de penser l'urbanisme en anticipant ses conséquences – l'agriculture sur les toits est certes intéressante, mais l'enjeu majeur n'est-il pas le maintien de la culture de pleine terre ?

²⁰ L'Agenda 21, plan d'action pour le développement durable pour le XXI^e siècle adopté au sommet de la Terre de Rio de Janeiro en juin 1992, est en théorie purement incitatif. Mais Plaine Commune l'a voté à l'unanimité du conseil communautaire et en a fait une stratégie. Il s'agit surtout d'injecter du long terme dans les politiques publiques pour faire face aux enjeux à venir (crises climatiques, crises financières, crises économiques...) et en anticipant sur les développements du territoire à dix, trente ou cinquante ans.

²¹ Les fermes sur les toits Lufa cultivent des produits maraîchers biologiques en limitant le plus possible la consommation énergétique. Les récoltes sont vendues aux habitants du quartier sous forme de paniers hebdomadaires.

- *Le volet parcs et jardins.* De plus en plus de collectivités commencent à faire pousser courgettes, basilic ou autres comestibles au sein de leurs parcs et jardins, et mènent une réflexion sur la gestion de ces cultures, la confiant parfois à des collectifs d'habitants. L'animal peut également retrouver un rôle, en tant que gestionnaire d'espaces (des brebis à la place de la tondeuse?) mais aussi en tant que pédagogue, pour tout le monde. Mettre en place le pâturage dans les parcs et jardins de la ville modifie aussi l'image même des jardiniers, la revalorisant aux yeux des habitants.

- *Le volet propreté et gestion des déchets.* Les animaux (les poules par exemple) peuvent notamment aider à éviter le jet de nourriture par les fenêtres (*voir, ci-dessous, l'expérimentation du Clos-Saint-Lazare*). Par ailleurs, en Amérique du Nord, des villes comme Seattle, Toronto ou Vancouver ont organisé dans l'ensemble de la ville la collecte des déchets organiques – dans les écoles, les parcs et jardins, les collectivités – pour les transformer à grande échelle en compost à destination des milliers de jardins, individuels ou collectifs. À l'échelle d'un territoire tel que celui de Plaine Commune, on peut considérer que des ressources existantes sont actuellement perdues, qui pourraient être valorisées.

- *Le volet santé et social.* Les expériences menées en Amérique du Nord démontrent que, lorsqu'une ville soutient politiquement l'agriculture de façon massive, elle contribue également à une réflexion forte sur l'alimentation et l'accès à une alimentation saine et diversifiée pour des populations à faible budget.

- *Le volet aménagement.* Dans les quartiers en rénovation urbaine, les friches perdurant plusieurs années ne sont pas rares, et les projets de jardins collectifs souvent extrêmement riches pour gérer ces espaces de façon temporaire mais productive pour tout le monde, et à tous points de vue: en matière d'alimentation, d'intelligence collective et de lien social.

Les poules et le potager du Clos-Saint-Lazare : une expérimentation construite avec les habitants²²

Un micro-projet de jardin se monte en 2015 sur un espace en lisière du quartier du Clos-Saint-Lazare, à Stains²³. Cet espace émerge à la suite de la destruction d'une tour et de trois petits pavillons. Un projet de reconstruction y est prévu, qui ne verra pas le jour avant au moins deux ans, le bailleur devant le mener, La Foncière, n'étant alors plus en mesure d'investir. L'espace reste donc en friche un moment, vert pour partie, bétonné pour une autre... L'équipe de rénovation urbaine se demande quoi faire de cet espace libre, tout du moins le temps qu'un autre projet de rénovation voie le jour. Ne peut-il devenir un espace de lien avec le reste du quartier?

Parallèlement, deux autres éléments contribuent à la maturation de ce projet: d'une part, une démarche de *community organizing*²⁴, à la fois de structuration de liens entre les habitants et d'incitation à leur prise de parole sur le devenir de leur quartier, leur cadre de vie et les projets de rénovation urbaine, etc.; d'autre part,

²² Au moment où Magali Bardou le présente, en juin 2015, le projet n'est lancé que depuis un mois et demi. Aujourd'hui, le poulailler a été déplacé près de l'école, qui l'a intégré dans son projet, et le potager n'existe plus. Il fonctionnait beaucoup moins bien que le poulailler, pour de multiples raisons: certaines personnes auraient aimé venir cultiver mais se méfiaient, se demandant si d'autres n'iraient pas récolter à leur place; elles auraient aimé également un espace plus intime et plus protégé...

²³ La communauté d'agglomération de Plaine Commune comprend les villes suivantes: Aubervilliers, Épinay-sur-Seine, L'Île-Saint-Denis, La Courneuve, Pierrefitte-sur-Seine, Saint-Denis, Saint-Ouen, Stains et Villetaneuse.

²⁴ Ou « organisation communautaire », méthode fondée par Saul Alinsky, sociologue et activiste américain, qui consiste à rassembler sur un territoire tous les acteurs collectifs partageant des intérêts communs, pour les mobiliser autour de causes communes.

une démarche concomitante de l'École nationale supérieure de paysage de Versailles, qui incite les étudiants à venir dans ce quartier réfléchir aux espaces en friche et envisager la manière de les transformer en espaces paysagers – avec les habitants et... très peu de moyens.

La friche est ainsi imaginée non seulement comme un espace de vie pour le quartier, mais également comme un lieu de production agricole, en s'appuyant sur le partage et les échanges, y compris interculturels, entre les habitants. Mettre les mains dans la terre, donner à manger aux poules sont finalement des gestes connus de nombreuses personnes, surtout des générations précédentes. L'idée discutée avec les habitants est d'installer un petit potager partagé et un poulailler. Les avis sont assez partagés : certaines personnes sont emballées par le poulailler, d'autres par le potager, d'autres encore trouvent le projet ringard et ne souhaitent surtout pas être renvoyées à leur culture traditionnelle paysanne. Le projet est néanmoins lancé, notamment grâce à une subvention de la région Île-de-France.

Le poulailler est construit avec l'aide d'une association qui accompagne sa fabrication à partir de matériaux récupérés par les habitants, en particulier les enfants. Les centres de loisirs et l'école situés à proximité participent aussi à sa fabrication. L'achat des poules sera plus compliqué et soulèvera quelques questions juridiques inattendues.

Les choses commencent dans l'expérimentation la plus totale, le bricolage, l'intuition et l'envie.

Une parcelle est cultivée avec l'intervention régulière des étudiants de l'École de Versailles. Ayant constitué une association, ils interviennent soit en tant que bénévoles, soit *via* de petites prestations rémunérées par l'équipe de la rénovation urbaine. Le poulailler fonctionne par ailleurs, de façon complètement autonome et gratuite, avec les enfants de l'école du quartier et deux professeurs très investis. Les enfants passent trois fois par jour. Pendant les vacances, ils constituent des équipes qui se relaient en faisant circuler la clé. Les poules sont nourries par les enfants et les familles.

Le projet fonctionne mieux que ce qui avait été imaginé, puisqu'une prestation pour entretenir et nourrir les poules avait été un moment envisagée. Le projet « prend », voir pousser des plantes au milieu du béton et vivre des bêtes, qui produisent (des œufs) et que l'on peut nourrir en apportant des restes créent une réelle dynamique humaine.

Quel volume de pain jeté (par les fenêtres ou aux poubelles) ce projet a-t-il évité ? L'association Clinamen²⁵, qui a installé des poules sur une autre parcelle, dans le quartier du Franc-Moisin, à Saint-Denis, a pu constater que les habitants n'y jetaient plus de riz ou de pain, mais les apportaient aux poules.

Le lieu est très respecté par tout le monde, les familles y passent un moment, des barbecues s'improvisent les week-ends sur la parcelle, et plusieurs projets y naissent (une association monte par exemple une guinguette pour faire vivre le lieu tout l'été). Aucun emploi ou activité économique ne sont en revanche créés.

Ce projet démontre ainsi que, en pied de cité, la ville peut être productive d'alimentation, d'intelligence collective, de pédagogie et de sens, tout simplement, en particulier pour les enfants.

En tout état de cause, produire de l'alimentation au pied de chez soi fait parler, réfléchir, et mobilise des envies.

POUR EN SAVOIR PLUS :

- L'article d'Hélène Bustos, sur Bastamag.net : www.bastamag.net/Etudiants-paysagistes-et-gamins-des-cites-embellissent-ensemble-un-quartier
- L'agenda de l'association Clinamen (à Saint-Denis) : www.association-clinamen.fr/agenda

MAGALI BARDOU ●

²⁵ Créée en 2012 à Saint-Denis, l'association promeut l'agriculture urbaine et les pratiques paysannes. L'équipe est totalement bénévole et finance ses activités par la mise à disposition de son troupeau et de son matériel agricole ainsi que la vente de ses productions. www.association-clinamen.fr

Quelles fonctions alimentaires pour les jardins collectifs dans les quartiers populaires?

JEAN-NOËL CONSALÈS, *maître de conférences en urbanisme et aménagement*, et CHLOË JARENO, *ingénieure paysagiste, doctorante en convention industrielle de formation par la recherche (Cifre), université d'Aix-Marseille, Institut d'urbanisme et d'aménagement régional*

Ces deux intervenants présentent quelques-uns des constats issus d'un programme de recherche intitulé Jassur, consacré aux jardins associatifs urbains. Ce programme a été initié en janvier 2013 pour une durée de trente-six mois (et est donc désormais clos). Il rassemblait douze partenaires, scientifiques et du monde associatif, de sept agglomérations françaises²⁶, et a donné lieu à la restitution d'un rapport final consultable auprès de l'Agence nationale de la recherche²⁷.

En France existent différents types de jardins collectifs : les jardins familiaux – ou anciens « jardins ouvriers » –, les jardins d'insertion et les jardins partagés. Toutefois, depuis le début des années 2000, de multiples formes hybrides sont apparues sur le territoire. Si, historiquement, les jardins familiaux, jadis ouvriers, sont très anciens, remontant à la fin du XIX^e siècle, les autres jardins sont plus récents, les jardins d'insertion et les jardins partagés étant nés au milieu des années 1990 et les formes de jardins hybrides au début des années 2000.

- *Les jardins familiaux* sont sans doute les plus connus. Ils se présentent sous la forme de terrains parcellisés affectés à des personnes individuelles par des collectivités territoriales, le plus souvent *via* des associations. Les jardiniers y pratiquent le jardinage potager pour leurs besoins propres et ceux de leur famille, à l'exclusion, comme la loi le précise, de tout usage commercial. Certains historiens des années 1970 ont avancé l'idée que leur fonction consistait surtout à l'origine à contrôler la masse ouvrière. Un des buts premiers de ces jardins était bien cependant de permettre à ces ouvriers d'accéder à une forme de production et de se nourrir à moindre coût. La dimension alimentaire est clairement à la base de leur développement.

- *Les jardins d'insertion* sont apparus beaucoup plus tard dans les espaces péri-urbains, avec en particulier les Jardins de Cocagne (*voir note 15 page 13*). Le but était d'utiliser l'agriculture ou le jardinage potager pour réintégrer des personnes en situation d'exclusion ou en difficulté sociale ou professionnelle. La fonction était donc là davantage sociale.

- *Les jardins partagés*, quant à eux, se sont peu à peu développés dans les interstices urbains, dans les dents creuses des villes denses. Ils ont été créés et animés collectivement afin de favoriser le tissage de liens sociaux de proximité par le biais d'activités sociales, culturelles ou éducatives accessibles au public. Leurs buts sont donc éminemment sociaux et citoyens de prime abord.

²⁶ Marseille, Grand Lyon, Grand Nancy, Lille, Paris-Île-de-France, Nantes, Grand Toulouse. En savoir plus sur le programme Jassur : www6.inra.fr/jassur/Page-d-accueil/Edito

²⁷ www.agence-nationale-recherche.fr

- *Les formes hybrides de jardin*, enfin, portant selon les localités des noms extrêmement variables (jardins de rue, jardins familiaux de développement social, jardins de pied d'immeuble, jardins pédagogiques, etc.), mêlent souvent les fonctions et les formes d'usages collectifs sur des parcelles individuelles, ou inversement.

Avec le temps, un glissement s'est donc opéré progressivement, allant des fonctions alimentaires des jardins ouvriers et familiaux vers une multitude de fonctions, environnementales et sociales. Pour autant, en dépit de la diversité des formes de jardins existant aujourd'hui, ces jardins collectifs restent associés à la culture de plantes comestibles. S'ils n'étaient que de simples jardins dans lesquels seules les fonctions sociales ou citoyennes importaient, pourquoi n'y planterait-on pas uniquement des fleurs plutôt que des courgettes? La présence de plantes comestibles, potagères, étant transversale à toutes ces formes de jardins, la dimension alimentaire est évidemment à questionner, notamment dans les quartiers populaires où se posent le plus fortement des problèmes liés à l'alimentation (comportements alimentaires à risque d'obésité, de maladie...).

Au-delà d'une fonction alimentaire présente en amont de la création de ces jardins, qui participe de la mise en place de ces espaces, le projet de recherche Jassar s'est intéressé également à cette fonction alimentaire une fois le jardin collectif existant effectivement. Il existe à ce stade trois grandes fonctions liées à l'alimentation :

- *Des fonctions quantitatives*. Le jardin peut servir de support à d'importants volumes de production et à des logiques nourricières et/ou d'économies familiales. Néanmoins, il est souvent très difficile d'accéder à l'information concernant sa productivité – par pudeur ou par prudence?

- *Des fonctions qualitatives*. Le jardin sert de support à une production identifiée comme saine et supérieure.

- *Des fonctions alimentaires d'ordre symbolique, culturel, éthique ou moral*. Il s'agit ici de la dimension, culturelle, qui reste dans l'acte alimentaire lorsque le jardin sert de support à une production reflétant ce que l'on appellerait en philosophie l'« être au monde » du jardinier, c'est-à-dire sa façon de percevoir sa relation intime à son jardin et, *in fine*, à la planète et à la société.

Les fonctions alimentaires des jardins collectifs sont donc indissociables de leurs autres fonctions, qu'elles soient culturelles ou environnementales. Le jardin représente un système d'interrelations où les fonctions alimentaires sont elles aussi très diverses d'un jardinier à l'autre – il y a autant de logiques au jardin qu'il y a de jardiniers. La dimension nourricière des jardins collectifs s'exprime du reste peu, mais surtout parce qu'elle n'est pas nécessairement conscientisée par les jardiniers et est même parfois volontairement niée ou rejetée.

Aujourd'hui, les jardins sont valorisés dans le cadre de la politique de la ville. Un nouveau cadre territorial d'inclusion de ces jardins est dorénavant celui des écoquartiers. Ces deux outils (politique de la ville et écoquartier) sont cependant souvent plaqués un peu artificiellement par les maîtrises d'ouvrage. Or le jardin est un véritable projet en soi, il se construit, se mobilise par des méthodes projectuelles, de concertation, se dessine, etc. Puis, une fois inauguré, l'accompagnement du projet avec les habitants est fondamental, à plus forte raison dans les quartiers populaires.



ÉLÉMENTS BIBLIOGRAPHIQUES DISPONIBLES À PROFESSION BANLIEUE

2014

ANDRÉ Pascal, RIGONDAUD Sophie, *Étude exploratoire de l'impact des jardins partagés sur la « cohésion sociale »*. Note de synthèse et de problématisation, Commissariat général à l'égalité des territoires, Plein Sens.

FRÉMEAUX Philippe, KALINOWSKI Wojtek, LALUCQ Aurore, *Transition écologique, mode d'emploi*, Éditions Les Petits Matins, Alternatives économiques.

RENAULD Vincent, *Fabrication et usage des écoquartiers. Essai critique sur la généralisation de l'aménagement durable en France*, Presses polytechniques et universitaires romandes.

Si T'es Jardin. Réintroduire des jardins au cœur de la Cité. Un projet des régies de quartier et des régies de territoire, Éditions du Cnlrq.

2013

Écoquartiers. Invitation à la biodiversité, Caisse des dépôts, ministère de l'Égalité des territoires et du Logement.

2008

LEFÈVRE Pierre, *Voyages dans l'Europe des villes durables*, Centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques (Certu), Plan urbanisme construction architecture, coll. Recherches.

2006

LAMBERT Laurence, *Quartier durable. Pistes pour l'action locale*, Centre d'animation et de recherche en écologie politique – Étopia.

2005

Modes de vie urbains durables. Bedzed, une vitrine des possibles, Centre ressource du développement durable.

2004

CANTAL-DUPART Michel, COPPEL Anne, DONZELOT Jacques, GOTMAN Anne, PERALVA Angelina, *Aimons la ville !*, Éditions de l'Aube, coll. Monde en cours, série Cosmopolitiques.

1999

Le Citadin et le Citoyen. La participation des habitants aux processus d'élaboration, de réalisation et de gestion du paysage urbain, Délégation interministérielle à la ville, Villes et Quartiers, ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement.

1997

Parcs, jardins, paysage : outils d'intégration urbaine ?, Caisse des dépôts.

1996

EYBALIN Michèle, PELLOIS Jacqueline, *Emplois, insertion par l'économique et environnement. Assistance méthodologique au groupe de travail « politique de l'environnement, politique de la ville »*, ministère de l'Environnement.

Vœux relatifs au projet régional d'implantation d'un parc urbain dans la Plaine Saint-Denis, aux projets de contrat de développement urbain et de contrat d'aménagement régional et à la desserte en transports en commun, Mairie de Saint-Denis.

1995

Les Chartes pour l'environnement en Île-de-France, Direction régionale de l'environnement Île-de-France.

DOMERGUE Jean-Paul, *Le Parc forestier national de Sevrans-Livry : étude stratégique et de faisabilité d'un pôle de formation à l'environnement*, Conseil régional Île-de-France.

EYBALIN Michèle, *Rapport du groupe de travail Politique de l'environnement politique de la ville*, Délégation interministérielle à la ville.

Guide pratique de l'éco-aménagement, ministère de l'Environnement, Services, Conseil, Expertises et Territoires (Scet).

1994

BOURGAIN Michel, *Pour une charte de bassin Seine de Seine-Saint-Denis. Projet d'insertion économique par les emplois verts*, Halage.

PRÉEL Bernard, *La Ville à venir*, Descartes & Cie.

1993

La Situation de l'environnement en Seine-Saint-Denis, Services, Conseil, Expertises et Territoires (Scet), Organisation générale des consommateurs (Orgeco).

1992

MAHIEU Anne, *Insertion et Environnement*, Mission locale de Boulogne-sur-Mer.

Caue de Seine-Saint-Denis, *Enquête auprès de la population de Seine-Saint-Denis sur la perception des problèmes liés à l'environnement. Rapport de synthèse*, Organisation générale des consommateurs (Orgeco).

Articles/Revue

2017

« Les ÉcoCités, laboratoires de la ville durable », *Diagonal*, n° 200.

« Nourrir les urbains », *Urbanisme*, n° 405.

2016

« Les jardins partagés pour dynamiser les quartiers et les territoires », *En Bref – Cget*, n°18.

www.cget.gouv.fr/sites/cget.gouv.fr/files/atoms/files/en-bref-18-cget-05-2016.pdf

2015

« De l'agriculture urbaine à l'agri-urbanisme », *Diagonal*, n° 193, mars.

2013

DUCHEMIN Éric, « Multifonctionnalité de l'agriculture urbaine : perspective de chercheurs et de jardiniers », in *Agriculture urbaine : aménager et nourrir la ville*, Éditions Vertigo.

« 40 ans d'urbanisme », *Diagonal*, n° 188, juin.

2012

HELLER Grégory, « Une charte avec les promoteurs afin d'encadrer les prix », *La Gazette des communes*, n° 8/2114, 20 février.

2011

« De l'écoquartier à la ville durable. Des clés pour repenser la question sociale », *Recherche sociale*, n° 200, décembre.

2010

« Les spécificités des éco-quartiers français », *Territoires*, n° 509, juillet.

2008

« Des éco-quartiers aux villes durables », *Territoires*, n° 487, avril.

2006

« La ville durable, un vrai chantier », *Alternatives économiques*, n° 253, décembre.

2005

« Jardins », *Urbanisme*, n° 343, août.

2002

BARLES Sabine, « Le métabolisme urbain et la question écologique », in *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 92, septembre.

LE LOUARN Patrick, MADEC Philippe, MONIN Éric, MONCOMBLE Françoise, SIRET Daniel, VESCHAMBRE Vincent, « Ce qui demeure », in *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 92, septembre.

2000

« Europe : ville et nature », *Urbanisme*, n° 314, octobre.

1996

HARPET Cyril, « Matières déchues, matières vécues : une enquête ethnologique aux Minguettes », *Migrants-Formation*, n° 107, décembre.

RAYNAL Marie, « Pour une pédagogie de l'espace urbain », *Migrants-Formation*, n° 107, décembre.

« Développement durable. La planète à l'échelle locale », *Territoires*, n° 369, juin.

1995

« L'arbre, la cité, le citoyen : les suites du colloque », *Cahiers d'Arbre actuel*, n° 3, janvier.

